

A l'occasion de la fête de l'Humanité, nous publions un entretien avec Julian Mischi qui, dans un livre intitulé [Le communisme désarmé](#), revient sur un fait décisif de l'histoire sociale et politique française des trente dernières années : le déclin du Parti communiste français (PCF). Celui-ci était en effet parvenu, non seulement à devenir un parti de masse en s'implantant dans les classes populaires, mais aussi à faire émerger une élite politique d'origine ouvrière et à construire une culture militante articulée autour des lieux de travail. Cet entretien a été publié initialement dans [la revue imprimée Contretemps \(n°24\)](#).

J. Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, « Contre-feux », 2014.



**Avant d'en venir à ton enquête, pourrais-tu nous dire comment tu en es venu à travailler sur cette question et à construire une démarche tout à fait originale, centrée non pas sur ce qui se joue au sein de la direction du parti mais dans les cellules, parmi les militants ? Pourrais-tu indiquer au passage comment tu as procédé concrètement, en termes d'enquête, pour analyser ce déclin du PCF ?**

Cette étude consacrée au PCF renvoie à une préoccupation plus générale portée sur les classes populaires et leur résistance face aux multiples formes de domination qu'elles subissent. C'est surtout parce que le mouvement communiste a permis, pendant un temps, de bouleverser l'ordre social qui régit la vie politique française en propulsant des catégories populaires dans des instances de pouvoir réservées jusque-là aux seuls représentants de la bourgeoisie, que je me suis intéressé à cette formation.

Je suis sociologue mais je mobilise plus largement les outils de ce que l'on nomme la sociohistoire. Cette perspective oriente le regard vers les pratiques et les individus en « chair et en os ». J'ai ainsi choisi de prêter une attention toute particulière à ce qui se passe « à la base ». L'angle d'approche local permet de saisir les militants dans leur environnement quotidien, qui ne se réduit pas au parti. Les communistes sont en effet rarement seulement membres du PCF, on les retrouve aussi dans les syndicats, élus dans les mairies ou investis dans des associations.

La recherche a surtout été menée dans quatre départements (Allier, Isère, Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle) choisis pour leur diversité. On y trouve en effet les principales bases

sociales du communisme : régions industrielles avec les bassins d'emploi de Saint-Nazaire et de Longwy, banlieues populaires avec l'agglomération de Grenoble, ou encore le monde rural avec l'Allier. Dans ces différents territoires, j'ai réalisé des entretiens, avec des militants et d'anciens militants, et surtout consulté différents types d'archives retraçant au plus près l'évolution de la vie militante. Ma recherche a commencé au milieu des années 1990 à un moment où le PCF « ouvrait » ses archives et j'ai bénéficié du soutien précieux de ses responsables pour l'accès aux documents internes.

Je n'ai pas cherché à « repenser » ou à « réinventer » le communisme. La démarche est empirique, fondée sur l'analyse des faits : il s'agit de mobiliser les outils des sciences sociales pour mieux comprendre les transformations de l'engagement communiste. À cet égard, la mise en perspective historique est essentielle : c'est à l'aune de l'histoire du PCF qu'on peut cerner l'importance des changements en cours depuis les années 1970. Ils renvoient à des logiques structurantes qui travaillent en profondeur le PCF depuis quarante ans et que feraient manquer une focalisation sur l'actualité et son commentaire à chaud.

**Comme l'a montré le livre de Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre, *La société des socialistes* (Editions du Croquant, 2006), le Parti socialiste a également connu, lors des trente dernières années, un processus d'embourgeoisement de son corps militant et, a fortiori, de ses directions. Mais tu montres que l'explication de la désouvriérisation du PCF, où les militants issus des classes populaires étaient nettement plus présents qu'au Parti socialiste et occupaient la majorité des postes de direction, ne repose pas seulement sur des facteurs objectifs et structurels, mais procède de décisions politiques, d'évolutions de l'organisation interne (formation et promotion internes), de la place grandissante des élus, etc. Est-ce que tu pourrais revenir sur ces facteurs politiques, qui montrent que le déclin du PCF n'était pas fatalement inscrit dans l'évolution de la société française ?**

En même temps qu'il vieillit, perd des militants et des électeurs depuis la fin des années 1970, le PCF perd également son ancrage privilégié dans les milieux populaires. Progressivement les militants d'origine populaire, ouvriers ou employés, se font d'autant plus rares que l'on monte dans la hiérarchie de l'organisation. Rien de comparable cependant avec la sélectivité sociale des autres grandes formations politiques qui recrutent leurs dirigeants auprès des fractions les plus diplômées de la population, au sein de la bourgeoisie culturelle, voire économique. Mais ce décrochage du PCF à l'égard des milieux populaires a une résonance particulière pour un parti se revendiquant historiquement de la lutte des classes.

*Ce décrochage s'explique avant tout par les transformations socio-économiques que connaissent les classes populaires depuis la fin des années 1970. Certes le salariat d'exécution reste majoritaire dans la population française, car la baisse relative du groupe ouvrier est compensée par la croissance des emplois féminins dans les services, mais tout un ensemble de processus jouent contre l'entrée des ouvriers et des employés dans l'action militante : éclatement des collectifs de travail, relégation spatiale, développement de l'emprise scolaire, explosion du chômage, précarisation, déclin du syndicalisme, etc. En ce sens, le déclin du PCF s'inscrit dans la crise générale du mouvement ouvrier. Le livre s'ouvre sur ces facteurs socioculturels du désengagement en milieu populaire, sur lesquels les dirigeants du PCF n'ont guère de prise, et auxquels il faudrait aussi ajouter d'autres processus externes, comme le démantèlement de l'URSS ou l'offensive néolibérale dans*

toute l'Europe. Mais j'ai surtout voulu analyser des facteurs internes, propres à l'organisation. Le désarroi des militants et leur désengagement massif sont en effet, à mon sens, inséparables de certaines orientations stratégiques et idéologiques, qui ont également entraîné la perte d'influence du PCF parmi les classes populaires.

L'inflexion du discours de l'ancien « Parti de la classe ouvrière » n'a par exemple pas été sans effets. Une désouvriérisation du discours communiste s'opère, avec notamment l'émergence d'un discours misérabiliste à la fin des années 1970, dans le cadre de la campagne des « cahiers de la misère et de l'espoir ». Après la référence à la classe ouvrière héroïque et combattante de 1936 et de la Libération, le PCF tend alors à se présenter comme le porte-parole « des pauvres ». S'il peut être perçu comme une prise en compte des premiers effets du recul de l'État social dans les quartiers populaires, ce discours misérabiliste est en décalage avec les militants ouvriers qui se reconnaissent difficilement dans cette image dévalorisante qui leur est renvoyée. Cette orientation néglige les aspirations, d'ordre culturel notamment, de la fraction la plus qualifiée du monde ouvrier, qui constituait la force du PCF. Avec la substitution de la figure de l'exclu à celle de l'ouvrier, la dénonciation de l'exploitation cède le pas à celle de la misère. Ceci entraîne une rupture importante dans le mode de légitimation sociale des dirigeants communistes : il s'agit essentiellement pour eux de parler au nom des pauvres et non pas de leur donner le pouvoir dans le parti et dans l'appareil d'État. On passe de la lutte des classes à la réduction de la pauvreté.

Une autre évolution s'opère à partir du milieu des années 1990 : le PCF ne vise plus à donner la priorité aux classes populaires mais entend s'adresser à tous et représenter la société française dans sa « diversité ». Une vision de la société en termes de classes tend à s'effacer derrière les thématiques consensuelles de la « citoyenneté » ou du « lien social » à recréer. Le projet d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes laisse place à une rhétorique humaniste, largement partagée ailleurs dans le monde associatif et politique. Le problème, ce n'est pas tant que le PCF ait abandonné la référence à la « classe ouvrière », car celle-ci n'a plus la même pertinence aujourd'hui qu'il y a trente ou quarante ans. Ce qui est crucial, c'est le fait que ses représentants aient eu tendance à délaissé la réflexion sur les rapports de classe et l'organisation de la lutte par ceux-là même qui subissent la domination. Ils ont, par conséquent, éprouvé des difficultés à prendre en compte les classes populaires contemporaines.

Dans l'ouvrage j'évoque le cas de la distance des militants communistes avec les nouvelles générations populaires issues de l'immigration du Maghreb. Mais on peut prendre aussi l'exemple des femmes. La lutte contre les discriminations liées au genre a été menée avec efficacité au sein du PCF : il s'est féminisé de manière précoce et la parité tend à s'imposer dans les organismes dirigeants. Mais cette féminisation ne s'accompagne pas d'une réflexion sur le recrutement militant des femmes des milieux populaires en lien avec les nouveaux visages du salariat d'exécution (agents de services des collectivités, employées de commerce, aides-soignantes, personnel des services à la personne, etc.). La féminisation des rangs communistes concerne moins les fractions populaires de ce salariat que ses franges les plus diplômées (professions intermédiaires de l'éducation et de l'animation socioculturelle, cadres de la fonction publique, etc.).

En fait, la question de la représentation militante des classes populaires n'est progressivement plus un sujet majeur de préoccupation au sein du groupe dirigeant. Lors des congrès, il est rarement fait mention de la nécessité de donner le pouvoir aux militants d'origine populaire dans l'organisation et dans les mairies, d'avoir des porte-parole des classes populaires issus de ces milieux. C'est essentiellement sous l'angle des enjeux

électorales qu'est abordée la question des classes populaires. La reconquête des classes populaires dont il est question est surtout une reconquête électorale. Les ouvriers et employés sont sollicités comme électeurs, aux côtés des autres catégories sociales. Par rejet de l'ouvriérisme passé, associé au stalinisme dont ils cherchent à se démarquer, les dirigeants communistes ont tendance à refuser toute singularité sociale au groupe ouvrier, à exclure tout rôle politique spécifique aux classes populaires.

Les dispositifs de formation et de sélection de cadres militants d'origine populaire sont progressivement abandonnés sous l'effet de la baisse des effectifs militants mais également d'une remise en cause de pratiques associées au centralisme démocratique. Le rejet du passé stalinien et la recherche d'une nouvelle image dans l'opinion publique se sont accompagnés d'une suspicion sur les structures militantes, perçues comme des formes d'embrigadement. Les écoles, par exemple, disparaissent ou perdent leur fonction d'éducation populaire au cours des années 1990. La « politique des cadres » qui favorisait les adhérents d'origine populaire et des militants issus des entreprises est progressivement abandonnée.

Comme on ne se soucie plus guère de l'origine sociale des militants, les logiques élitistes de fonctionnement de la vie politique reviennent tout naturellement en force au sein du PCF, à l'instar de ce qui se passait déjà pour les autres partis. Dans ses réseaux militants mais aussi dans ses mairies, ce sont des professions intermédiaires et des cadres des administrations publiques et des entreprises publiques qui prennent le pas sur les catégories populaires. Les détenteurs d'un capital culturel, plus à l'aise dans la prise de parole, comme les enseignants ou les cadres, se trouvent aux premières places. Ceux qui s'estiment ou sont vus comme les plus compétents dans le métier politique sont valorisés au sein des réseaux communistes, à l'instar des collaborateurs d'élus, directeurs de cabinet, cadres technico-administratifs, chargés de mission, etc. Ce processus est depuis longtemps à l'œuvre au PS, comme l'ont très bien analysé Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki dans le livre que tu mentionnes.

Pour le PCF, cette évolution s'inscrit en rupture avec une longue histoire de promotion de militants d'origine populaire. Après les dirigeants issus pour la plupart des fractions supérieures de la classe ouvrière (hommes, de nationalité française, très qualifiés, travaillant dans la grande industrie urbaine), l'organisation communiste est désormais dominée par les cadres de la fonction publique territoriale. C'est autour des collectivités territoriales que se restructure et survit le communisme contemporain, autour de cet univers spécialisé et non autour des réseaux syndicaux, dont la place s'est réduite au sein du monde communiste tout comme celle du militantisme en entreprise. Une matrice essentielle à l'engagement communiste, celle de l'expérience des inégalités sur le lieu de travail, et de l'engagement syndical à la CGT, s'érode.

Le dernier dirigeant national passé par la CGT, en y ayant occupé des responsabilités, est Georges Marchais. Ensuite, le parcours des responsables nationaux du PCF est étroitement lié à la gestion des collectivités locales. Ainsi, Robert Hue, le successeur de Georges Marchais en 1994, est président de l'Association nationale des élus communistes et républicains. Pour la première fois, un maire devient secrétaire général du parti. Les nouveaux dirigeants du PCF n'ont pas été formés dans le cadre de luttes sociales menées avec la CGT. Lorsqu'ils ont eu des responsabilités syndicales, c'est essentiellement dans le syndicalisme étudiant, à l'image de Marie-Georges Buffet et de Pierre Laurent.

L'un des effets de cette transformation de la sociologie du corps dirigeant du PCF est la prédominance prise par les questions de stratégie électorale. L'enjeu électoral structure

toutes les activités militantes, de la direction nationale aux fédérations départementales, qui sont désormais animées par des élus. En effet, une règle historique de fonctionnement de l'organisation communiste, celle de la distinction entre cadres d'appareil et élus, est rompue à la fin des années 1990. Les dirigeants des fédérations ont pour consigne à partir de 1998 d'entrer dans leurs conseils régionaux grâce à une alliance avec le PS. Les permanents ne pouvant plus être rétribués par un parti dont les ressources financières se réduisent, ils doivent rechercher d'autres sources de financement, celle des mandats électifs.

La notabilisation élective des cadres est un phénomène inédit au PCF. Cette évolution est importante car les élus, qui gèrent des collectivités locales généralement avec le PS, ont leurs propres préoccupations. Ils s'entourent de cadres de la gestion publique locale, d'experts de la communication politique, et peuvent avoir tendance à se méfier des militants. Ce qui prime à leurs yeux, c'est leur lien avec les « habitants » et les électeurs (à travers notamment la démocratie dite participative), et non le développement d'une organisation militante structurée dans les milieux populaires.

**On évoque souvent une « dépolitisation » des classes populaires, en guise d'explication de leur désaffection actuelle à l'égard des partis, et notamment des partis de gauche qui se sont longtemps présentés comme les représentants naturels des intérêts politiques de leurs intérêts. Il me semble que, ce que permet ton travail, c'est d'éviter un discours général qui invoque de grandes tendances (la montée de l'individualisme, la fin des grands récits, etc.), en cherchant à comprendre précisément ce qui a provoqué l'effondrement brutal du seul parti qui était parvenu en France, au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, à construire un lien organique avec les classes populaires. En creux, tu montres en quoi avait pu consister une politisation proprement populaire, passant notamment par un travail d'implantation dans les lieux de travail et l'entretien de sociabilités militantes dans les lieux de vie ; est-ce que tu pourrais revenir sur cette dimension ?**

La séquence contemporaine de déclin du PCF prend tout son sens lorsqu'on la met en rapport avec les périodes précédentes où les réseaux militants de ce parti étaient étoffés et structurés dans les territoires populaires. Là encore, rien n'était joué d'avance. Il serait simplificateur d'envisager la force passée du PCF comme le simple reflet, dans la scène politique, de la puissance socio-économique de la classe ouvrière. La constitution d'une organisation ancrée dans les milieux populaires n'avait rien de nécessaire ou d'automatique, elle reposait sur un travail de mobilisation et de politisation. S'il y a bien sûr des conditions sociales, tant à l'essor qu'au déclin du PCF, la question du volontarisme politique et de ses effets mérite d'être prise en compte.

La politisation populaire dont le PCF a été le support est au cœur de mon livre précédent (*Servir la classe ouvrière*, PUR, 2010), qui porte essentiellement sur la période 1950-1970 et analyse les sociabilités militantes animées par les communistes. Cette politisation populaire est rendue possible par les profondes transformations sociales alors à l'œuvre dans le secteur industriel, qui favorisent l'émergence d'une culture de classe, qui alimente en retour la structuration de réseaux de solidarité et d'entraide internes aux mondes ouvriers.

Les militants communistes diffusent des grilles de lecture politique du monde social, basées

sur une vision conflictuelle des rapports sociaux. Ils construisent des liens entre les activités sociales « ordinaires » et la vie politique, en valorisant les enjeux de la compétition pour le pouvoir. « On ne naît pas communiste, c'est dans le parti qu'on le devient ». Ce principe de la socialisation militante, répété dans les brochures internes, illustre bien l'idée selon laquelle « l'identité communiste » résulte plus d'un apprentissage que d'un héritage. Elle n'est jamais définitive et elle provient non pas d'une simple adhésion, mais d'une socialisation pratique. Les cadres se doivent de politiser l'engagement des nouveaux venus et d'orienter les activités militantes dans un sens « politique ». Ils veillent en particulier à ce que les affaires municipales pour les cellules locales, et la vie syndicale pour les cellules d'entreprise, ne dominent pas les discussions. Ils politisent les conflits du travail en associant luttes syndicales et contestation de l'ordre politique. Ils travaillent à politiser l'action municipale et à mobiliser des marqueurs idéologiques clivants dans la compétition politique locale (contre les listes de défense des intérêts communaux par exemple).

Dans ce travail de politisation, les écoles internes jouaient un rôle important. Plus généralement, le PCF répondait à des aspirations culturelles de catégories sociales exclues du système scolaire. La frustration scolaire alimente un engagement souvent décrit lors des entretiens comme une revanche sur une scolarité contrariée. Revenir sur ses années de militantisme, c'est surtout évoquer l'« enrichissement personnel » qu'il apporte sur le plan de la connaissance et de la compréhension du monde, à travers la lecture de la presse, le passage dans les écoles du parti, ou encore les discussions de cellule.

**Comme tu le montres, il n'a pas manqué - à la base du PCF - de contestations, parmi les militants ouvriers syndicalistes comme chez les militants appartenant aux couches intermédiaires (enseignants, techniciens, cadres, etc.), y compris là où la direction ne l'attendait pas. Tu évoques par exemple ces militants ouvriers de la Lorraine sidérurgique qui, contrairement à une représentation ouvriériste, s'opposent en 1976 à un texte rétrograde de la direction sur la « morale sexuelle ». Pourtant, tu montres que les vagues successives de contestations ne parviennent jamais à modifier la donne, sinon provisoirement et localement, et à impulser des changements dans le parti susceptibles d'enrayer son déclin. Comment l'expliquer ?**

Depuis la fin des années 1970, le PCF connaît d'incessantes vagues de contestations et de départs. La sortie d'un groupe de « refondateurs » en 2010, autour d'élus (Patrick Brouaezec, Jacqueline Fraysse, etc.) et d'intellectuels (Lucien Sève, Roger Martelli, etc.) en est une dernière expression. Lorsqu'on l'analyse de près, il apparaît clairement que la contestation interne n'est pas seulement l'affaire de quelques intellectuels ou responsables. Elle touche les différents échelons du parti, y compris ses strates inférieures, et ceci dès la fin des années 1970. En raison des sources mobilisées jusqu'ici par la plupart des chercheurs et de la capacité à la prise de parole publique des cadres du parti et de ses intellectuels, c'est surtout du côté de ces derniers qu'ont été abordés les mouvements de critiques internes au PCF. La plongée documentée dans la vie tumultueuse des réseaux militants locaux donne une autre image : elle réévalue le poids et la diversité des formes de rejets de la ligne incarnée par Georges Marchais, y compris dans les milieux populaires et parmi les syndicalistes ouvriers.

C'est le cas, par exemple, de deux dirigeants ouvriers de la CGT en Loire-Atlantique (Georges Prampart et Roger Rousselot) qui s'engagent contre le tournant sectaire de 1978. Cet aspect est peu connu car on a coutume de ne voir dans la CGT qu'une « courroie de

transmission » du PCF. Si certains permanents ouvriers font état de leur malaise et se replient sur leurs activités syndicales, très peu passent néanmoins à la critique ouverte. L'acceptation de la discipline militante et la volonté de ne pas donner des armes aux adversaires du parti expliquent l'efficacité des mécanismes disciplinaires visant à faire taire les contestataires. Le légitimisme à l'égard des décisions du groupe dirigeant favorise l'auto-censure. Il faut toujours du temps à ceux-ci pour qu'ils informent le reste des rangs militants de la situation. En outre, l'ampleur des désaccords internes a été masquée à la masse des militants car le système hiérarchique du PCF proscrie tout lien horizontal entre les structures militantes et permet un repérage et un contrôle efficace des adhérents osant mettre en question les choix de la direction.

La direction du PCF peut en outre marginaliser les syndicalistes en s'appuyant sur les dirigeants communistes de la CGT : Roger Rousselot et Georges Prampart sont mis à l'écart non seulement du PCF mais aussi de la direction du syndicat. Le parti se vide ainsi de militants, contraints à s'isoler même si des initiatives visent à les fédérer. Il faut aussi souligner que le coût de la sortie définitive et bruyante est plus élevé pour les militants ouvriers. Ils peuvent difficilement faire comme les militants des catégories diplômées, qui entament des reconversions militantes et professionnelles dans les milieux associatifs ou culturels où ils sont par ailleurs investis – par exemple, dans le monde de l'édition, de la communication publique ou de l'université.

**Roger Martelli a publié cette année un livre sur ce qu'il a appelé « l'occasion manquée » de l'été 1984, considérant que c'est là un tournant dans le déclin du PCF, un moment où celui-ci se serait « refermé ». Il s'appuie pour cela sur des matériaux permettant de comprendre ce qui se joue alors du côté des directions (comité central et bureau politique). De ton côté, comme on l'a dit plus haut, tu as travaillé sur ce qui se joue à la base du parti. Que penses-tu de cette thèse défendue par Roger Martelli ? Est-ce que, dans les fédérations que tu as étudiées, 1984 constitue effectivement un tournant ou doit-on plutôt inscrire les décisions prises cette année-là, et les différents revirements d'alliances en général, dans une trajectoire historique du PCF qui l'a progressivement éloigné des classes populaires ? Tu rappelles notamment que, de 1979 à 1984, le PCF était déjà passé de 540 000 adhérents à 380 000...**

L'année 1984 est une date charnière, tant au niveau national qu'au plan des fédérations. Je rejoins complètement les analyses de Roger Martelli sur ce point. Il s'agit d'une séquence importante de repli bureaucratique mais elle s'inscrit cependant dans un mouvement de fermeture plus général, qui date surtout du printemps 1978. Les débats de 1984 apparaissent comme des échos directs de la gestion de cette clôture du groupe dirigeant sur lui-même entamé six années plus tôt. Il ne faudrait pas les isoler, ni les autonomiser de ce qui se passe alors dans l'ensemble du parti.

Si tournant il y a en 1984, c'est surtout parce que des voix critiques émergent cette fois-ci au cœur même de l'appareil national et non plus seulement chez les intellectuels et les militants de rangs intermédiaires. Pour la première fois, le malaise général qui traverse les cellules et sections trouve une certaine expression au sommet de l'organisation, auprès en particulier des cadres ouvriers, jusque-là plutôt fidèles à la ligne Marchais. Ce malaise est provoqué par le score de la liste conduite par Georges Marchais aux élections européennes de juin (11 %) et son analyse par le groupe dirigeant. Il entraîne une multiplication des refus de reprise de carte et un nombre inédit de lettres envoyées au comité central.

Beaucoup de communistes demandent ouvertement un changement de direction et la démission du secrétaire général. Après une première vague de départ en 1979-1984, qui (dé)mobilise essentiellement des adhérents venus dans la dynamique de l'union de la gauche, les cadres eux-mêmes quittent alors en nombre le parti, souvent poussés à la démission ou exclus. Cette deuxième phase de délitement de l'organisation est plus étroitement liée aux échecs électoraux, qui fragilisent les fédérations.

Le cas de la Meurthe-et-Moselle, longuement étudiée dans l'ouvrage, confirme cette importance de l'année 1984. Au lendemain des élections européennes, c'est l'ensemble de la direction de cette puissante fédération qui exprime son désaccord avec la ligne nationale. Les membres du bureau fédéral, à une exception près, osent ouvrir le débat : ils convoquent un comité fédéral extraordinaire, qui se prolonge jusqu'au matin sans représentants de la direction nationale, car celle-ci fait confiance aux deux membres locaux du comité central, les deux permanents d'origine ouvrière Alain Amicabile et Roland Favaro. Or ces derniers, comme la majorité du comité fédéral, s'accordent sur la responsabilité du PCF dans l'échec électoral. L'hebdomadaire *Révolution* rend compte de l'interventions critiques des dirigeants lorrains qui portent notamment sur le manque d'autocritique concernant la période 1981-1984, les pays de l'Est et la démocratie interne. Par la suite, Alain Amicabile est exclu du comité central et une résolution adoptée par la direction nationale rend coupable les militants de Meurthe-et-Moselle « d'activité fractionnelle ». La fédération est progressivement normalisée au prix du départ de la plupart de ses animateurs et du délitement de sa base militante.

**Tu reviens à la fin de ton livre sur les transformations des années 2000, en particulier l'évolution du militantisme communiste, la désouvriérisation qui s'accroît (du point de vue du recrutement comme du discours), l'affaiblissement des dispositifs de socialisation militante et des repères idéologiques traditionnels du PCF. Tu mentionnes néanmoins qu'après l'échec de la campagne présidentielle de Marie-Georges Buffet, l'insertion du PCF au sein du Front de gauche a permis de remobiliser quelque peu l'électorat et qu'on note un regain indéniable d'activité du côté des jeunes. Néanmoins, le déclin n'a pas été véritablement enrayeré puisqu'on comptait, en 2012, environ 64000 adhérents à jour de cotisations et 35000 votants au congrès national, contre respectivement 92500 et 45500 en 2005. Comment expliquer cette difficulté du PCF à rebondir : est-ce que ce sont toujours, sous de nouvelles formes, les mêmes contradictions qui opèrent ou doit-on invoquer d'autres facteurs ?**

Après une longue période de léthargie et de vieillissement, un certain renouvellement des réseaux militants est intervenu à partir du milieu des années 2000, d'abord lors de la campagne victorieuse contre le traité constitutionnel européen de 2005, puis dans le cadre du Front de gauche. Pour la première fois depuis 1980, les effectifs militants annoncés par la direction se sont stabilisés en 2005-2007, et la part des jeunes a légèrement augmenté. Des adhérents qui s'étaient mis en retrait réactivent des réseaux militants et sont rejoints par de nouveaux et jeunes adhérents, souvent socialisés à la lutte politique à l'occasion du combat contre le Contrat Première Embauche (CPE). Des groupes des Jeunesses Communistes et de l'Union des étudiants communistes se remettent en place dans les principales villes avec, de façon inédite, un nombre conséquent de nouveaux venus qui ne sont pas issus de familles communistes. Si le déclin s'est ensuite poursuivi à un rythme modéré, la campagne présidentielle de 2012 a indéniablement remobilisé les rangs communistes et fait venir de nouveaux adhérents. A cette occasion, Jean-Luc Mélenchon a



opéré une certaine radicalisation du discours avec un retour de la thématique des antagonismes sociaux, alors que les campagnes précédentes du PCF étaient marquées par une euphémisation des référents communistes et anticapitalistes.

La stratégie du Front de gauche a freiné le déclin électoral du PCF aux élections présidentielles et européennes, mais la décrue s'est poursuivie lors des élections législatives et municipales, c'est-à-dire lors de scrutins où le PCF, plus que le Front de gauche, était en première ligne. Cette stratégie a mis au premier plan le problème de l'influence des élus dans l'appareil communiste et de leur dépendance à l'égard du PS. Les élections municipales de mars 2014 ont ainsi donné lieu à des tensions très fortes entre le PCF et le Parti de Gauche, favorable à des listes autonomes du PS dans les grandes villes. Elles ont également suscité des contestations internes au PCF, de la part de nouveaux adhérents ou de militants plus anciens mais souvent sans responsabilité, qui s'opposent à la reconduction de l'alliance avec le PS. Pour la plupart des élus et une part significative de la direction du PCF, conserver les municipalités à direction communiste et les postes d'adjoints dans les autres mairies d'union de la gauche demeure une priorité.

L'équilibre semble compliqué à trouver pour les militants. Les élus locaux ont permis indéniablement le maintien d'une certaine influence du PCF alors que son audience nationale s'est effondrée. Par le passé, les municipalités communistes étaient en outre au cœur de l'implantation du PCF dans les milieux populaires. Néanmoins, dans le contexte contemporain de droitisation du PS, de professionnalisation des collectivités locales et de faiblesse des réseaux militants, ce qui fut une force semble parfois opérer comme un frein au renouvellement du PCF.

On le voit, le PCF est confronté à des contradictions qui ont pris une acuité particulière dans la dernière période. Autre problème relativement nouveau : le PCF est devenu un parti très décentralisé. Les alliances électorales sont à géométrie variable, selon les élections mais aussi selon les lieux. Elles dépendent d'une part des calculs faits par les responsables locaux, et d'autre part des rapports de force entre élus et militants. Ce mode d'organisation peu collectif donne du poids aux individualités locales et peut opérer comme un frein à l'engagement de militants. Les syndicalistes ouvriers de la CGT se reconnaissent par exemple difficilement dans ce type de culture organisationnelle.

En guise de conclusion, il est utile de rappeler que le PCF reste de loin la formation à la gauche du PS ayant le plus d'adhérents. Il demeure souvent l'une des rares forces militantes organisées dans les petites villes, alors que les autres partis de gauche peinent à y présenter des candidats aux élections locales. D'un point de vue comparatif, par rapport aux autres partis majeurs, le PCF reste une organisation avec une structure relativement populaire dans un espace politique où dominant les fractions bourgeoises et petites bourgeoises de la population. Mais force est de constater que le PCF a été désarmé tout autant qu'il s'est désarmé de sa capacité organisationnelle à contester l'ordre social et politique. Il a ainsi laissé la place à des représentations concurrentes des classes populaires, issues en particulier des classes dominantes. Ainsi le FN peut-il, bien que privé d'assise militante dans les quartiers populaires et les usines, se mettre en scène comme le « parti des ouvriers ». Cette capacité fait défaut aujourd'hui aux organisations politiques engagées dans la lutte antilibérale, soulignant l'importance de la construction dans le temps d'outils collectifs qui rassemblent largement, tout en étant ancrés dans les territoires populaires et les réalités du salariat d'exécution.

*Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.*